



DEUXIEME RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL  
DU TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE  
ET SOCIAL ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

TABIE DES MATIERES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>
I. Organisation et ouverture de la deuxième session	1 - 7
II. Adoption de l'ordre du jour	8
III. Etude de la question du travail forcé	9 - 25
IV. Audition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation	26 - 33
V. Autres questions étudiées par le Comité	34 - 38
VI. Futures sessions du Comité	39 - 40
VII. Adoption du deuxième rapport sur l'état des travaux du Comité	41

DEUXIEME RAPPORT SUR L'ETAT DES TRAVAUX DU COMITE SPECIAL  
DU TRAVAIL FORCE, A L'INTENTION DU CONSEIL ECONOMIQUE  
ET SOCIAL ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU  
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

Organisation et ouverture de la deuxième session

1. Le Comité spécial du travail forcé, institué conjointement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail en vertu de la résolution 350 (XII) du Conseil économique et social, a tenu sa deuxième session du 2 juin au 1er juillet 1952 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New-York.
2. Sir Ramaswami Mudaliar, M. Paal Berg et M. E. Garcia-Sayan, membres du Comité, étaient présents à la session.
3. La session a été ouverte par Sir Ramaswami Mudaliar, élu Président et Rapporteur du Comité à la première session de celui-ci. Sir Ramaswami Mudaliar s'est fait l'interprète des profonds regrets éprouvés par les membres du Comité à la suite du décès de leur collègue, M. Felix Fulgencio Palavicini, et a souhaité la bienvenue au nouveau membre du Comité, M. E. Garcia-Sayan.
4. M. John P. Humphrey représentait le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et M. Rudolf A. Metall le Directeur général du Bureau international du Travail.
5. Le Comité avait pour secrétaire M. M. Simon et pour conseiller technique M. H. Zwahlen.
6. Les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail, se sont fait représenter aux séances publiques du Comité :
  - Catégorie A : Confédération internationale des syndicats libres  
Confédération internationale des syndicats chrétiens
  - Catégorie B et registre : Fédération internationale des journalistes libres  
Ligue internationale des droits de l'homme.

7. Le Comité a confirmé la décision qu'il avait prise précédemment (E/2153, paragraphe 7) de se réunir normalement en séance privée. Ses membres ont également continué, comme ils l'avaient déjà fait à la première session (E/2153, paragraphe 8), à procéder à des échanges de vues officieux avant de prendre des décisions officielles. Toutes ces décisions officielles ont été prises au cours de séances du Comité régulièrement constitué. Le Comité a tenu dix-neuf séances, dont trois publiques. Les comptes rendus analytiques des séances figurent dans les documents E/AC.36/SR.8 à 26, mais seuls les comptes rendus des séances publiques ont fait l'objet d'une distribution générale.

## CHAPITRE II

### Adoption de l'ordre du jour

8. A sa première séance, le Comité a examiné et adopté son ordre du jour provisoire (E/AC.36/12) qui se présentait comme suit :

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Etude de la question du travail forcé :
  - a) Etude des réponses reçues des gouvernements
  - b) Etude des documents réunis par le Secrétariat
  - c) Etude des documents soumis par les organisations non gouvernementales
4. Audition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation
5. Autres questions
6. Rapport du Comité

### CHAPITRE III

#### Etude de la question du travail forcé

9. Pour l'étude de la question du travail forcé, le Comité disposait de la documentation ci-après :

- a) Réponses au questionnaire transmis à tous les gouvernements conformément à la résolution III<sup>1/</sup> (E/AC.36/11 et Add.1 à 17);
- b) Documentation fournie par des gouvernements et par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (E/AC.36/4 et Add.1) au sujet des allégations faites au cours des débats du Conseil;
- c) Documentation réunie par le Secrétariat conformément aux instructions formulées par le Comité à sa première session (E/2153, paragraphe 28);
- d) Documentation présentée par des organisations non gouvernementales ou des particuliers, conformément à la résolution II (E/2153, paragraphe 20);
- e) Communications touchant le travail forcé reçues par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou le Directeur général du Bureau international du Travail.

#### A. Etude des réponses reçues des gouvernements

10. Conformément à la résolution III que le Comité a adoptée à sa première session, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général du Bureau international du Travail ont, en décembre 1951, fait tenir le questionnaire joint en annexe à cette résolution<sup>2/</sup> à tous les gouvernements, membres ou non de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation internationale du Travail, en leur demandant d'y répondre le plus tôt possible et en tout cas le 1er avril 1952 au plus tard. Au début de mai, le Secrétaire général et le Directeur général ont adressé une deuxième lettre à tous les

---

<sup>1/</sup> Le texte de la résolution III et du questionnaire figure dans le rapport du Comité sur la première session (E/2153, paragraphe 23).

<sup>2/</sup> Le texte de la résolution III et du questionnaire figure dans le rapport du Comité sur la première session (E/2153, paragraphe 23).

gouvernements qui n'avaient pas encore répondu, pour leur demander d'envoyer leur réponse avant l'ouverture de la deuxième session du Comité.

11. Le Comité disposait, pour sa deuxième session, des réponses envoyées par les gouvernements des pays suivants :

Afghanistan	Italie
Allemagne	Japon
Autriche	Laos
Belgique	Liechtenstein
Bésil	Luxembourg
Cambodge	Népal
Canada	Norvège
Ceylan	Pays-Bas
Chili	Philippines
Chine	Royaume Hachémite de Jordanie
Cuba	Royaume-Uni
Danemark	Salvador
Etats-Unis	Suède
Finlande	Suisse
France	Syrie
Grèce	Tchécoslovaquie
Guatemala	Turquie
Inde	Union Sud-Africaine
Irlande	Uruguay
Islande	Viet-Nam
Israël	Yougoslavie.

12. Ces réponses ont été reproduites dans les documents E/AC.36/11 et Add.1

17. Le Comité disposait également d'un document de travail du Secrétariat qui analysait les réponses pour en faciliter l'étude systématique conformément au mandat du Comité.

13. A l'issue de la session, les gouvernements des pays ci-après n'avaient pas encore répondu au questionnaire :

Albanie	Egypte
Arabie saoudite	Equateur
Argentine	Ethiopie
Australie	Haïti
Birmanie	Honduras
Bolivie	Hongrie
Bulgarie	Indonésie
Colombie	Irak
Corée	Iran
Costa-Rica	Liban

Libéria  
Mexique  
Monaco  
Nicaragua  
Nouvelle-Zélande  
Pakistan  
Panama  
Paraguay  
Pérou  
Pologne

Portugal  
République Dominicaine  
République socialiste soviétique de  
Biélorussie  
République socialiste soviétique  
d'Ukraine  
Roumanie.  
Thaïlande  
Union des Républiques socialistes  
soviétiques  
Venezuela  
Yémen.

14. Le Comité a étudié les réponses reçues en corrélation avec le reste de la documentation dont il disposait. Il a exprimé l'espoir de recevoir avant sa troisième session les réponses qui ne lui sont pas encore parvenues. Il a également, à sa vingt-quatrième séance, donné pour instructions au Secrétariat de procéder aussi à l'analyse des réponses qui pourront lui parvenir jusqu'au 15 septembre 1952, de manière à pouvoir les étudier à sa troisième session.

B. Etude des éléments de preuve fournis par les gouvernements et les organisations non gouvernementales au sujet des allégations faites devant le Conseil économique et social

15. A sa première session, le Comité avait été saisi de documents et témoignages qu'avaient fournis la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Confédération internationale des syndicats libres et que les représentants de ces pays et de cette organisation avaient mentionnés au cours des débats consacrés par le Conseil économique et social à la question du travail forcé (E/AC.36/4). Durant sa deuxième session, le Comité a eu communication de documents et témoignages complémentaires fournis par les Etats-Unis (E/AC.36/4/Add.1). Il a décidé de poursuivre l'étude de toute cette documentation à sa troisième session.

C. Etude des documents réunis par le Secrétariat

16. Conformément à une décision prise par le Comité à sa première session <sup>1/</sup>, le Secrétariat a rassemblé une volumineuse documentation que les représentants au Conseil économique et social avaient citée ou mentionnée dans leurs

---

<sup>1/</sup> Voir le rapport sur la première session (E/2153, paragraphe 28).

déclarations, et l'a complétée par des recherches fondées sur l'interprétation que le Comité a donnée de son mandat et sur les renseignements reçus de gouvernements ou d'autres sources. Cette documentation n'a pas été publiée sous la forme de documents officiels, mais le Secrétariat l'a mise à la disposition du Comité dans des documents de travail. A sa vingt-quatrième séance, le Comité s'est servi de cette documentation pour l'étude de la question du travail forcé et a demandé au Secrétariat de la compléter et de l'analyser, et d'essayer autant que possible d'en achever le rassemblement avant la troisième session.

17. A la vingt-troisième séance du Comité, MM. Berg et Garcia-Sayan lui ont présenté des études régionales préliminaires de la documentation concernant, respectivement, l'Afrique et l'Amérique latine.

D. Etude de la documentation présentée par des organisations non gouvernementales ou des particuliers

18. Conformément à la résolution II<sup>1/</sup>, le Secrétariat avait envoyé des lettres à toutes les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail, afin de les inviter à faire savoir au Comité si elles souhaitaient être entendues et interrogées par lui, ou à lui fournir toute documentation ou tous renseignements entrant dans le cadre du mandat du Comité, tel que celui-ci l'a interprété, et dont ces organisations pouvaient disposer.

19. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif énumérées ci-après ont répondu à cette lettre : Dotation Carnegie pour la paix internationale, Commission internationale contre le régime concentrationnaire, Comité international radio-maritime, Institut sud-américain du pétrole, Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des journalistes libres, Institut international des sciences administratives, Ligue internationale des droits de l'homme, Organisation internationale des employeurs, Union internationale des chemins de fer, Union internationale de protection de

---

<sup>1/</sup> Le texte de cette résolution figure au paragraphe 20 du document E/2153.

l'enfance, Association mondiale de la jeunesse, Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, Conférence mondiale de l'énergie et Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes filles.

20. Parmi ces organisations, la Commission internationale contre le régime concentrationnaire, la Confédération internationale des syndicats libres, la Fédération internationale des journalistes libres, la Ligue internationale des droits de l'homme et l'Organisation internationale des employeurs ont demandé audience ou fourni de la documentation.

21. Outre ces organisations non gouvernementales, maintes autres organisations et des particuliers ont envoyé des mémoires et exprimé le souhait d'être entendues et interrogées par le Comité ou ont offert de lui fournir de la documentation. A sa première session, le Comité avait décidé d'étendre cette possibilité à des organisations qui ne jouissent pas du statut consultatif et à des particuliers, s'ils présentaient leur documentation ou leurs demandes d'audience dans les conditions prescrites par la résolution II (E/2153, paragraphe 21).

22. Le Président, dans l'exercice des pouvoirs que lui déléguait expressément le paragraphe 2 de la résolution II, a examiné les réponses et les mémoires des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ainsi que les mémoires présentés par d'autres organisations et par des particuliers et a retenu les noms des organisations ou personnes qui seraient invitées à se présenter pour être entendues et interrogées, ou à faire tenir au Comité la documentation ou les renseignements qu'elles détenaient. Ces organisations ou personnes ont été informées par lettre de la décision du Président. A sa dixième séance, le Comité a confirmé le choix fait par le Président des organisations et des particuliers appelés à témoigner. La liste des organisations que le Comité a décidé d'entendre à sa deuxième ou à sa troisième session figure au chapitre IV du présent rapport.

23. A sa première session, le Comité avait décidé de fixer au 31 mars 1952 le dernier délai pour la réception du complément d'information que pouvaient lui fournir, conformément à l'alinéa d) du paragraphe 1 de la résolution II, les organisations non gouvernementales et les particuliers. Par sa résolution VI, qu'il a adoptée à sa dixième séance, le Comité a reporté au 15 juin 1952



le délai de réception de cette documentation et des demandes d'audition. Le Comité a jugé qu'en s'en tenant rigoureusement aux délais initialement impartis, il risquait de perdre le bénéfice de témoignages précieux qui pouvaient ne lui arriver qu'après le 31 mars 1952. La résolution est libellée dans les termes suivants :

#### RESOLUTION VI

"Considérant que le Comité spécial du travail forcé a, lors de sa première session, décidé par sa résolution II de n'examiner les communications émanant d'organisations non gouvernementales ou de particuliers que si elles parvenaient au secrétaire du Comité le 31 mars 1952 au plus tard;

"Considérant que plusieurs organisations ont présenté une documentation après cette date, le Comité

"Décide de proroger jusqu'au 15 juin 1952 la date limite pour l'acceptation de documents ou de demandes d'audition;

"Décide en outre d'inviter le Secrétariat à ne pas accepter les communications qu'il pourrait recevoir après le 15 juin 1952".

A sa vingt-deuxième séance, le Comité a décidé d'apporter une certaine souplesse dans l'interprétation de la résolution VI et d'autoriser le secrétaire à accepter, d'accord avec le Président, des témoignages complémentaires qui pourraient être utiles au Comité dans l'accomplissement de sa tâche et notamment ceux qui tendraient à réfuter des témoignages antérieurs.

#### E. Communications touchant le travail forcé reçues par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou le Directeur général du Bureau international du Travail

24. A sa première session, le Comité avait décidé (E/2153, paragraphe 16) de demander qu'on lui soumette toutes les communications concernant le travail forcé qui avaient été reçues après le 19 mars 1951, date à laquelle le Conseil économique et social a adopté la résolution 350 (XII). Le Comité a ainsi reçu communication d'une note de l'Union internationale des syndicats des travailleurs du bâtiment, du bois et des matériaux de construction (FSM, Finlande),

qui transmettait "une lettre ouverte des prisonniers antifranquistes à l'opinion publique mondiale". A sa vingt-quatrième séance, le Comité a décidé de demander à cette organisation de présenter un mémoire plus détaillé sur des faits relevant du mandat du Comité et de lui faire savoir si elle serait disposée à envoyer à Genève un représentant que le Comité pourrait interroger.

25. Le Comité a pris acte d'une communication adressée par le Ministre des affaires sociales d'Egypte au Directeur général du Bureau international du Travail, et d'un rapport du représentant de ce dernier qui a effectué une enquête sur place. Le Directeur général du Bureau international du Travail avait appelé l'attention du Comité sur la communication et le rapport, qui avaient trait aux conditions qui auraient prévalu dans la zone du Canal de Suez. Le Comité a fait sienne l'opinion du Bureau du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, à savoir que la communication en question ne relevait pas du mandat du Comité, et a décidé par conséquent de n'y pas donner de suite. Le Comité étudiera avec le reste de la documentation qui lui a été soumise une autre communication, émanant de la Confédération générale du travail de la République argentine, qui a trait aux conditions régnant en Hongrie et sur laquelle le Directeur général du Bureau international du Travail a également appelé l'attention du Comité.

#### CHAPITRE IV

##### Addition de représentants d'organisations non gouvernementales et d'autres personnes auxquelles le Comité a adressé une invitation

##### A. Organisations et particuliers entendus pendant la deuxième session

26. Le Comité a étudié la liste des organisations et des personnes qui avaient demandé à être entendues à New-York et a confirmé le choix du Président. La teneur de cette décision, qui figure dans la résolution V adoptée par le Comité à sa dixième séance, est la suivante :

##### RESOLUTION V

"Considérant que le Comité spécial du travail forcé a décidé lors de sa première session (résolution II) qu'il est dans l'intérêt de ses travaux d'entendre et d'interroger certaines organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou reconnues par l'Organisation internationale du Travail et, le cas échéant, de prendre connaissance de la documentation et des informations dont ces organisations pourraient disposer,

"Considérant que le Comité a délégué à son Président le pouvoir d'examiner les réponses et les mémoires envoyés par les organisations non gouvernementales et de décider quelles sont, parmi ces organisations, celles qui seront invitées à envoyer des représentants au cours de la deuxième session du Comité, pour être entendus et interrogés, ou à communiquer au Comité la documentation et les informations dont elles pourraient disposer,

"Considérant que le Comité a estimé (E/2153, paragraphe 21) qu'en plus des organisations non gouvernementales susmentionnées, d'autres organisations et des particuliers devraient avoir la possibilité de transmettre au Comité les documents éventuellement en leur possession, ainsi que de lui demander à être entendus et interrogés;

"Considérant que le Président, conformément aux décisions susmentionnées du Comité, a examiné différents mémoires et différentes demandes d'audition émanant d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales et de particuliers et a recommandé au Comité d'entendre, au cours de sa

deuxième session, les organisations suivantes : Association des anciens prisonniers politiques des camps de travail soviétique, Conseil de la Tchécoslovaquie libre, Comité consultatif estonien, Conseil national hongrois, Confédération internationale des syndicats libres, Ligue internationale des droits de l'homme, Comité consultatif letton, Comité consultatif lituanien, Commission nationale pour l'Europe libre, S.A., Commission nationale roumaine,

"Le Comité spécial du travail forcé

"Décide d'entendre les représentants des organisations non gouvernementales susmentionnées."

27. L'une des organisations mentionnées dans la résolution, la Commission nationale pour l'Europe libre, S.A. , a fait ultérieurement savoir au Comité qu'elle retirait sa demande d'audience mais qu'un de ses experts accepterait **de témoigner** à titre personnel. A sa quinzième séance, le Comité a décidé d'inviter cet expert à témoigner.

28. La liste des organisations entendues et interrogées par le Comité à sa deuxième session s'établit comme suit : Conseil de la Tchécoslovaquie libre, Ligue internationale des droits de l'homme, Comité consultatif estonien, Comité consultatif letton, Commission nationale roumaine, Comité national hongrois, Association des anciens prisonniers politiques des camps de travail soviétiques, Comité consultatif lituanien, Confédération internationale des syndicats libres. Le Comité a également entendu deux personnes qu'à ses treizième et quinzième séances respectivement il avait invitées à témoigner.

29. Le Comité a interrogé, en plus du représentant de chacune des organisations susmentionnées, un certain nombre de témoins présentés par elles. Chaque organisation avait la faculté de présenter, si elle le désirait, deux témoins en plus de son représentant. Le Comité a d'abord entendu un exposé d'introduction fait par les représentants des organisations ou les personnes invitées, puis a interrogé ces représentants ou ces personnes et leurs témoins, au sujet, notamment, des lois, règlements et pratiques administratives concernant le travail forcé et de ses conséquences économiques dans les pays sur lesquels portaient leurs témoignages.

30. C'est à ses quatorzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième vingtième et vingt-et-unième séances que le Comité a entendu, en séance privée, les organisations non gouvernementales et les autres témoins qu'il avait invités. Le Comité avait conclu, après avoir mûrement considéré la question durant plusieurs séances, qu'il serait préférable pour atteindre le but recherché par ces auditions, de les tenir en séance privée. Il jugeait devoir se mettre en mesure de conduire ses travaux dans une atmosphère de grande sérénité que rien ne viendrait troubler. Ses conclusions devaient s'appuyer surtout sur des éléments de preuve tirés des documents en sa possession et notamment sur les lois et règlements relatifs à la question dont il avait déjà reçu communication. L'audition de témoins servirait à préciser certains points de la documentation et à recueillir des exemples de l'application de ces lois et règlements. En outre, le Comité était saisi d'une documentation encore inédite et beaucoup plus étendue que celle dont les témoins faisaient état. Par conséquent, les séances publiques n'auraient eu pour résultat que de présenter au public un tableau incomplet des faits de la cause. Pour ces motifs, et conscient également de la nécessité de préserver le secret de l'identité de certains témoins, le Comité a décidé qu'il convenait de ne faire des comptes rendus analytiques de ces auditions (E/AC.36/SR.14 et 16 à 21) qu'une distribution restreinte et, pour le moment du moins, de n'en pas publier les comptes rendus sténographiques. La documentation et les autres éléments de preuve sur lesquels le Comité aura fondé ses conclusions seront indiqués avec précision dans le rapport final.

B. Programme des futures auditions

31. Considérant que l'audition d'organisations non gouvernementales et de particuliers à sa deuxième session lui avait permis de recueillir des renseignements complémentaires sur certains aspects de la question du travail forcé dont ne faisaient pas état les documents dont il disposait, le Comité a jugé que ce résultat présentait assez d'intérêt pour qu'il poursuive ces auditions à Genève au cours de sa troisième session (E/AC.36/SR.22).

32. A sa vingt-deuxième séance, le Comité a décidé d'entendre, au cours de sa troisième session, la Société antiesclavagiste, le Comité des juristes libres,

la Commission internationale contre le régime concentrationnaire et la Fédération internationale des journalistes libres. Le Président décidera sur le vu des renseignements complémentaires que le Comité a demandés au Conseil national estonien et à la Commission nationale pour l'Albanie libre s'il y a lieu d'inviter ces deux organisations, ou l'une d'elles, à envoyer des représentants témoigner à Genève.

33. Plusieurs autres organisations, qui ne jouissent pas du statut consultatif, et plusieurs personnes agissant à titre privé ont soumis des mémoires au Comité conformément à la résolution II. Le Comité a étudié ces mémoires et décidé qu'il ne serait pas nécessaire que ces organisations ou personnes se fassent représenter ou comparaissent pour apporter un complément d'information et qu'il y avait lieu de leur faire part de cette décision (E/AC.36/SR.22).

9. Assistance aux membres du Comité dans les études auxquelles ils doivent procéder, par la rédaction pour chaque pays ou territoire au sujet duquel des documents ont été soumis, d'une analyse résumant tous les renseignements dont le Comité dispose, y compris les éléments de preuve fournis par les gouvernements, les documents transmis par des organisations non gouvernementales et par des particuliers, les éléments de preuve dont il est fait état dans les comptes rendus des auditions, et la documentation rassemblée par le Secrétariat sur la demande du Comité (E/2153, paragraphe 23).

38. Le Comité a également établi un ordre de priorité pour l'exécution de ces tâches.

## CHAPITRE XI

### Futures sessions du Comité

39. A sa vingt-deuxième séance, le Comité a décidé que sa troisième session se tiendrait à Genève, s'ouvrirait le 14 octobre 1952 et durerait environ six semaines. Au cours de cette session, le Comité entendra les représentants d'autres organisations et de nouveaux témoins, poursuivra l'étude des éléments de preuve tirés de sa documentation, examinera les allégations à porter à la connaissance des gouvernements et déterminera les grandes lignes de son rapport au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

40. Le Comité tiendra probablement à Genève, en mai ou juin 1953, sa dernière session avant la remise de son rapport au Conseil économique et social et au Conseil d'administration du Bureau international du Travail. Le Comité a néanmoins jugé qu'il ne pourrait prendre à ce sujet aucune décision définitive avant d'avoir mieux étudié la question à sa troisième session.

## CHAPITRE VII

### Adoption du deuxième rapport sur l'état des travaux du Comité

41. Le 1er juillet 1952, à sa vingt-sixième séance, le Comité a adopté son deuxième rapport sur l'état de ses travaux, à l'intention du Conseil économique et social et du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

-----

## CHAPITRE V

### Autres questions étudiées par le Comité

#### A. Engagement d'experts régionaux

34. Aux termes de sa résolution IV, qu'il a adoptée à sa première session, le Comité avait envisagé que l'accomplissement de sa tâche pourrait nécessiter l'engagement, pour une période donnée, d'experts chargés d'étudier, compte dûment tenu de la manière dont le Comité interprète son mandat, la situation de jure et de facto en matière de travail forcé, telle qu'elle se présente dans certains continents, groupes de pays ou pays et il a donné à son Président, agissant en accord avec ses collègues, pouvoir pour choisir entre la première et la deuxième session des experts et définir plus précisément leurs fonctions. En fait, le Président n'a pas usé de ce pouvoir avant la deuxième session. Le Comité a jugé que le degré d'avancement des enquêtes et la nature des renseignements recueillis permettaient de prendre maintenant les mesures prévues et il a, par conséquent, décidé, à sa vingt-quatrième séance, d'étendre la validité de la résolution IV à l'intervalle entre la deuxième et la troisième session. Les experts qui seront engagés conformément à cette résolution rassembleront les renseignements et la documentation, telle que lois ou règlements, concernant l'existence de régimes de travail forcé dans les régions dont ils auront à s'occuper. Le Président avisera les gouvernements des pays où pourront avoir à se rendre ces experts de la mission qui leur est confiée.

#### B. Lettres aux gouvernements

35. A sa vingt-deuxième séance, le Comité a estimé qu'il y aurait lieu d'informer les gouvernements des allégations relatives à l'existence du travail forcé qui les concernent et dont font état la documentation présentée ou les dépositions de témoins. Il a pensé qu'il conviendrait d'indiquer, dans la lettre de couverture, quels sont les témoignages et documents à l'appui de ~~ces~~ allégations et, notamment, quelles lois et quels règlements ont été mis en cause et de prier les gouvernements de présenter leurs observations. Le Comité a décidé que le Président, avec le concours du Secrétariat, préparerait ces lettres et les soumettrait, pour approbation, au Comité à sa troisième session, afin qu'elles soient ultérieurement envoyées aux gouvernements intéressés.



C. Enquêtes sur place

36. A sa première session, le Comité avait décidé (E/2153, paragraphe 26) de différer jusqu'à sa deuxième session toute décision relative aux enquêtes à faire sur place. A sa vingt-deuxième séance, le Comité a décidé de ne remettre la question à l'étude qu'à sa troisième session.

D. Programme de travail du Secrétariat après la deuxième session

37. A sa vingt-quatrième séance, le Comité a décidé de charger le Secrétariat d'entreprendre, après la deuxième session, les tâches suivantes :

1. Mise en oeuvre des décisions du Comité.
2. Préparation administrative de la troisième session.
3. Poursuite de l'étude de la législation la plus récente en matière de travail forcé dans tous les pays au sujet desquels des documents ont été communiqués. Compléter la documentation dans toute la mesure nécessaire et possible.
4. Analyse de toutes les réponses reçues des gouvernements jusqu'au 15 septembre 1952; cette analyse revêtirait la forme d'un document de travail du Comité, qui serait ultérieurement publié.
5. Recherches concernant les textes législatifs et autres cités dans les réponses des gouvernements; le résultat de ces recherches devrait être communiqué au Comité en même temps que l'analyse prévue au paragraphe 4.
6. Vérification de toute la documentation et, dans toute la mesure du possible, des autres éléments de preuve présentés au Comité par des organisations non gouvernementales et des particuliers. A cet effet, le Secrétariat devrait entrer en rapport avec les représentants responsables des organisations qui ont présenté des éléments de preuve afin d'examiner toute question qui demande à être précisée et de rassembler la documentation supplémentaire dont ces organisations ont fait état lors de leur audition.
7. Dans toute la mesure du possible, recherches sur l'existence du travail forcé dans les pays dont des organisations non gouvernementales, des particuliers ou des communications reçues par le Secrétaire général ont allégué qu'ils pratiquent le travail forcé, même s'il n'a pas été fait mention de ces pays lors des débats du Conseil économique et social.
8. Rassemblement de renseignements de caractère général et historique sur le travail forcé.